

Conseil de Communauté
du 3 novembre 2016
 ♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Finances – Budget général – Décision modificative n°2 sur l'exercice 2016
2	Finances – Budget annexe Prestations de Service – Exercice 2016 – Décision modificative n°1
3	Budget principal – Exercice 2016 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux
4	Budget annexe déchets ménagers – Exercice 2016 – Décision modificative n°1
5	Finances – Budget annexe déchets ménagers – Exercice 2016 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux
6	Finances – Budget annexe SPANC – Exercice 2016 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux
7	Schéma directeur des déchetteries et projet sur le site de Lassay les Châteaux
8	Demande de subventions pour des travaux sur la déchetterie de Lassay les Châteaux
9	Convention sur les points d'apports volontaires de déchets
10	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique - Lot 4 - Avenant 2 - autorisation de signature
11	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique - Lot 13 - Avenant 2 - autorisation de signature
12	Fondation du patrimoine
13	Ressources Humaines - Mise en place d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents de catégorie A – Filière administrative
14	Ressources humaines – DEJS - Modification de grade du poste d'agent de maintenance du centre aquatique
15	Ressources humaines – Direction Générale – Service Mission économique – Création d'un poste de chargé de Mission Leader
16	Ressources humaines – DAC – Création d'un chargé de mission Croq' les Mots, Marmot
17	Ressources humaines – DAME – Création d'un poste d'adjoint technique à pourvoir par voie contractuelle – Ambassadeur de prévention
18	Economie - Locaux de Martigné - Crédit bail immobilier avec Imprimerie Solidaire

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 3 novembre 2016 à 20 h 30

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	55
Contre :	0
Pour :	55
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille seize, le vingt-huit octobre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. FORET, HEURTEBIZE (*arrive au point n°2*), CHOUZY, POIRRIER, JEUSSE, DELAHAYE (*arrive au point n°2*), Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, BEAUJARD, SONNET, LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, THELIER, BODINIER, BAR, M. LESAIN, Mmes COUTURIER, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mmes ADAM, PELE, OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, MM. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. SABRAN représenté par M. DAVID

M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président* donne pouvoir à Mme MORIN
M. GUIHERY donne pouvoir à Mme GONTIER
Mme BELLON donne pouvoir à M. LANDEMAINE
M. DOYEN donne pouvoir à Mme FOUBERT
Mme SOULARD donne pouvoir à M. RAILLARD
Mme LANCIEN donne pouvoir à M. LESAIN
M. REBOURS donne pouvoir à M. BOURGUIN
M. MORIN donne pouvoir à M. ORDRONNEAU

Excusés :

M. NEVEU

M. LAVANDIER a été désigné secrétaire.

1 - Finances - Budget général - Décision modificative n°2 sur l'exercice 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. SOUTIF expose :

Le budget primitif de Mayenne Communauté pour l'exercice 2016 a été adopté par délibération du 14 avril dernier puis ajusté par une première décision modificative le 30 juin dernier.

Il a lieu de procéder à de nouveaux ajustements budgétaires en section d'investissement et de fonctionnement, par décision modificative n° 2 au budget principal.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°2 au budget principal 2016 de Mayenne Communauté.

2 - Finances – Budget annexe Prestations de Service – Exercice 2016 – Décision modificative n°1

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. SONNET expose :

Le budget primitif 2016 du budget annexe Prestations de services a été adopté par délibération du 14 avril dernier. Il a lieu de procéder à un ajustement budgétaire en section d'investissement et de fonctionnement, par décision modificative n° 1 au budget annexe comme indiqué ci-après:

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Section d'investissement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
21	21571	Matériel roulant	5 600,00	
021	021	virement de la section de fonctionnement		5 600,00
Total D.M.N° 1			5 600,00	5 600,00
Rappel B.P			223 200,00	223 200,00
TOTAL BP + DM 1			228 800,00	228 800,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Section de fonctionnement				
Chapitre	Nature	Libellé	Dépenses	Recettes
77	7788	produits exceptionnels divers		7 189,00
011	60633	fournitures de voirie	-8 411,00	
011	6135	locations mobilières	10 000,00	
023	023	virement à la section d'investissement	5 600,00	
Total D.M.N° 1			7 189,00	7 189,00
Rappel B.P			677 195,33	677 195,33
TOTAL BP + DM 1			684 384,33	684 384,33

M. HEURTEBIZE : " A quoi correspondent les frais de justice dans la délibération précédente ?"

M. SOUTIF : " C'est le contentieux concernant le Pôle Santé."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2016 du budget annexe Prestations de services telle qu'elle est présentée.

3 - Budget principal – Exercice 2016 – Admission en non valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. SOUTIF expose :

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, un état en date du 26 octobre 2016, de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2009 à 2016.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison de situations de surendettement (c/6542 créances éteintes), ou de montants restants dus inférieurs au seuil de poursuite (c/6541 créances admises en non valeur) , il convient, pour régulariser la comptabilité, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non valeur les sommes ci-après désignées :

ANNÉE	MONTANT	
	Créances admises en non valeur c/6541	Créances éteintes c/6542
2009	0,90	
2010	220,26	
2011	123,30	418,50
2012	907,92	
2013	244,71	98,12
2014	108,30	
2015	30,00	
2016	327,60	
TOTAL	1 962,99 €	515,62 €

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées aux articles 6541 (créances admises en non valeur) et 6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 2 478,61 €.

4 - Budget annexe déchets ménagers - Exercice 2016 - Décision modificative n°1

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

Mme MORIN expose :

Le budget primitif 2016 du budget annexe Déchets Ménagers a été adopté par délibération du 14 avril dernier . Il a lieu de procéder à un ajustement budgétaire en section d'investissement et de fonctionnement, par décision modificative n° 1 au budget annexe comme indiqué ci-après :

SECTION D'INVESTISSEMENT :

Chapitre	Nature	Gestionnaire	Libellé	Dépenses	Recettes
23	2315	602	Installations, matériel et outillage techniques	-362 500,00	
21	2188	602	Autres immobilisations corporelles	372 769,00	
13	1318	603	Subvention d'équipement Adème		10 269,00
Total D.M.N° 1				10 269,00	10 269,00
Rappel B.P				1 487 361,02	1 487 361,02
TOTAL BP + DM				1 497 630,02	1 497 630,02

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

Section de fonctionnement					
Chapitre	Nature	Gestionnaire	Libellé	Dépenses	Recettes
65	6541	602	Créances admises en non valeur	-3 000,00	
65	6542	602	Créances éteintes	3 000,00	
Total D.M.N° 1				0,00	0,00
Rappel B.P				3 857 062,96	3 857 062,96
TOTAL BP + DM				3 857 062,96	3 857 062,96

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2016 du budget annexe Déchets Ménagers telle qu'elle est présentée.

5 - Finances - Budget annexe déchets ménagers - Exercice 2016 - Admission en non valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

Mme MORIN expose :

Par délibération du 22 septembre dernier, vous avez autorisé l'admission en non valeur de créances irrécouvrables sur l'exercice 2016 du budget annexe Déchets ménagers pour un montant de 1 293,99 €.

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, de nouveaux états de produits devenus irrécouvrables se rapportant aux exercices 2012 à 2016.

Les sommes dont il s'agit n'ayant pu être recouvrées en raison de situations de surendettement (c/6542 créances éteintes), ou de montants restants dus inférieurs au seuil de poursuite (c/6541 créances admises en non valeur), il convient, pour régulariser la comptabilité, de les admettre en non-valeur.

En conséquence, il vous est proposé d'admettre en non valeur les sommes ci-après désignées :

ANNÉE	MONTANT	
	Créances admises en non valeur c/6541	Créances éteintes c/6542
2012	29,13	
2013	78,05	
2014	1 301,98	742,05
2015	1 338,76	1 097,88
2016	22,19	162,67
TOTAL	2 770,11 €	2 002,60 €

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées aux articles 6541 (créances admises en non valeur) et 6542 (créances éteintes) du budget de l'exercice en cours.

M. TRANCHEVENT : " Il faut souligner que ce sont des sommes très minimes."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 4 772,71 €.

6 - Finances - Budget annexe SPANC - Exercice 2016 - Admission en non valeur de divers produits intercommunaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. BOURGUIN expose :

Madame la Trésorière Municipale nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, un état en date du 26 octobre 2016, de produits devenus irrécouvrables se rapportant à l'exercice 2010, pour un montant de 105 €.

Les deux créances n'ayant pu être recouvrées, il convient, pour régulariser la comptabilité intercommunale, de les admettre en non-valeur.

La somme nécessaire à cette dépense de 105 € sera prélevée à l'article 6541 (créances admises en non valeur) du budget de l'exercice en cours.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non valeur de créances irrécouvrables pour un montant de 105 € sur le budget annexe SPANC.

Mme MORIN expose :

En application des nouvelles dispositions de la rubrique 2710 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, la collectivité a fait réaliser au printemps 2015 un audit réglementaire de ses déchetteries et points de collecte pour en vérifier la conformité (déchets dangereux, risque de chute, etc.). Il s'agit d'une première analyse obligatoire qui pointe les axes d'amélioration, sans détailler pour autant les montants ni préconiser un programme d'investissements pluriannuel. C'est pourquoi le bureau d'études Atlance a été missionné pour réaliser un « schéma directeur des déchetteries » afin de vérifier l'adéquation du parc des déchetteries aux besoins du territoire et de bâtir une stratégie d'optimisation à long terme. Le résultat de cette étude fait apparaître qu'une remise aux normes de l'ensemble des sites à l'identique pourrait approcher les 4 millions d'euros. Au regard des capacités d'investissement du service, il convient donc de prioriser et faire des choix sur les actions à mener.

M. DELAHAYE : "Je suis satisfait car on parle "d'approfondir la réflexion sur la partie Sud-Est du territoire" donc Commer est concerné."

Mme MORIN : "Il faut se donner le temps de la réflexion."

M. le Président : "Oui, c'est important car manifestement, il y a des insuffisances."

M. DELAHAYE : " Nous on veut bien ouvrir plus et accueillir plus s'il faut pour garder notre point de collecte. Pour rappel, la commune de Commer est la sixième plus grosse commune de la Communauté. Il y aura un point de collecte à Martigné mais nous avons 7 kilomètres à faire. On a assez de dépôt sauvage à gérer. J'espère que cette réflexion sera positive."

M. le Président : " La réflexion est pour l'ensemble des communes."

Mme MORIN : " Il y a 33 communes, tout le monde n'aura pas de mini déchetterie."

M. le Président : " Je ne souhaite pas ouvrir le débat aujourd'hui. La commission va y travailler et on en reparlera en bureau."

Mme MORIN : " Il faudra faire preuve de bon sens."

M. BRODIN : "On va supprimer notre point de collecte à St Georges. Il était déjà condamné avant qu'on entre dans la Communauté de Communes. Je suis pourtant défenseur des services de proximité. Trois kilomètres, ça fait beaucoup d'allers et retours. Pour les déchets verts, il y a aussi besoin de la proximité."

M. le Président : "Je prends note de toutes vos observations."

Après délibération, le conseil de communauté, à la majorité (MM. BRODIN, DELAHAYE et Mme GENEST s'étant abstenus) acte les principes suivants pour une mise en œuvre du schéma directeur sur les 10 années à venir :

- **Mettre en place un plan pluri-annuel d'investissements avec un objectif de dégager 2 millions d'euros sur 10 ans**
- **Améliorer la signalétique des déchetteries du territoire dès 2017**
- **Conforter les sites prioritaires en les mettant aux normes : déchetteries de Lassay les Châteaux, Parigné sur Braye, Martigné sur Mayenne et Le Ribay (Ricordeau)**
- **Adapter les besoins en personnel sur le site de Parigné sur Braye car il présente un taux de passages horaire qui nécessite de renforcer l'accueil et le conseil auprès des usagers**
- **Approfondir la réflexion sur la partie Sud Est du territoire : les sites de Commer, Aron, Jublains n'accueillent pas tous les flux et proposent des plages horaires restreintes. Leur mise aux normes à l'identique soulève des questions budgétaires et techniques (espace disponible par exemple). De même, la vétusté et le positionnement géographique du site de St Fraimbault de Prières (Guélaintain) posent la question de la pertinence de sa réhabilitation. En l'état, des investigations complémentaires sont nécessaires afin d'évaluer l'opportunité d'adapter l'offre sur l'ensemble du territoire concerné par ces sites (création d'une nouvelle déchetterie avec ou sans maintien de certains sites, réhabilitation avec homogénéisation des flux collectés, etc.). Les investissements prévus sur les sites prioritaires doivent dégager le temps nécessaire à cette réflexion.**

- Supprimer l'écopoint de St Georges Buttavent (situé rue de Oisseau) au regard de sa proximité directe au site de Parigné/Braye (3km) et de l'écart trop important du site à la réglementation
- Étudier les possibilités d'un partenariat : en effet le schéma directeur montre qu'il existe peu de « zones blanches » denses avec des usagers à plus de 10 minutes ou 10 km d'une déchetterie. Seuls les bourgs d'Alexain et de Placé sont dans ce cas et l'accès à la déchetterie d'Andouillé, située sur la communauté de Communes de l'Ernée, pourrait améliorer cette situation.
- Développer les partenariats pour une valorisation de proximité des déchets verts (conventions avec les agriculteurs, etc.) : en effet le schéma a pointé la spécificité de l'ex Pays de Mayenne quant à la gestion des déchets verts sur lequel existent plusieurs sites de dépose spécifique des déchets verts (Belgeard, Grazay, Mayenne, Marcillé, Contest, Saint Georges Buttavent).
- Ne pas mettre en place pour l'heure de contrôle d'accès des sites car les investissements sont conséquents compte tenu du nombre de sites. Il convient d'attendre les réflexions sur la partie Sud Est du territoire. La vidéoprotection ainsi qu'un meilleur contrôle des apports des professionnels sur le site de Parigné sont en revanche des sujets à approfondir.

8 - Demande de subventions pour des travaux sur la déchetterie de Lassay les Châteaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

Mme MORIN expose :

Le site de la déchetterie de Lassay est identifié comme prioritaire dans le schéma directeur des déchetteries. Compte tenu de l'avis du bureau, il est proposé sa rénovation et son extension en 2017 afin de mettre en conformité la déchetterie avec la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2170), respecter les prescriptions de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (risque de chute, etc.). Il s'agit également d'adapter le site à la multiplication des flux accueillis en déchetterie et à l'évolution des tonnages.

Afin de mener à bien ce projet, il convient de solliciter les subventions auprès des différents organismes susceptibles d'apporter une aide financière. Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

DÉPENSES		RECETTES	
Postes	TOTALHT	Cofinanceurs	TOTALHT
Dépenses de maîtrise d'Oeuvre			
Etudes, missions SPS / CT	3 500,00 €	État (DETR)	52 050 €
Sous-total Travaux	3 500 €	ADEME	52 050 €
Dépenses d'investissement :			
Lot 1 : Terrassement-VRD	140 000 €	Conseil départemental De la Mayenne	15 000 €
Lot 2 : Fourniture et pose de clôtures	25 000 €		
Lot 3 : Rénovation local gardien	5 000 €	Mayenne Communauté	54 400 €
Sous-total Divers	170 000 €		
Total HT	173 500 €	Total HT	173 500 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, sollicite auprès de l'ADEME, de l'État (DETR), du Conseil Départemental de la Mayenne et de tout autre partenaire mobilisable une subvention afin de réaliser ces travaux et autorise le Président à signer tous les documents afférents.

9 - Convention sur les points d'apports volontaires de déchets

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

Mme MORIN expose :

Dans le cadre du déploiement de la collecte par apport volontaire sur l'ex-CCHL et à la demande de certaines communes de Mayenne Communauté, la commission déchets a travaillé à la formalisation des règles d'implantation des conteneurs sur le territoire. La convention a reçu un avis favorable du bureau communautaire du 11 octobre dernier.

Elle précise notamment :

- les coûts pris en charge par Mayenne Communauté dans le cadre de l'exercice de sa compétence déchets et les coûts pour la commune dans le cadre d'aménagements plus qualitatifs (articles 1 et 4)
- les terrains mis à disposition pour l'implantation des conteneurs (articles 2 et 3)
- la propreté, notamment à travers la gestion des dépôts sauvages qui est une responsabilité nécessairement partagée entre MC et chaque commune (article 5)

Mme FOUBERT : " Pour moi, l'entretien des CSE devrait être à la charge de Mayenne Communauté. Pour moi, le transfert de compétence n'est pas entier."

Mme MORIN : "Le service déchets gère la collecte des ordures ménagères. Les dépôts sauvages relèvent de la responsabilité des communes. Mayenne Communauté en prend sa part. On connaît les problèmes sur Contest. Il va falloir réfléchir sérieusement à ceux qui veulent absolument garder des sites en campagne et qui sont vandalisés."

Mme FOUBERT : " Je précise qu'auprès de mes habitants je tiens le même discours et que les dépôts sauvages sont anormaux."

Mme MORIN : C'est pour ça qu'il faut mettre les CSE dans les bourgs ! Il n'y aura qu'un site à nettoyer et ce sera beaucoup plus pratique."

Après délibération, le conseil de communauté, à la majorité (M. DELAHAYE et Mme FOUBERT s'étant abstenus), valide la convention afin de pouvoir formaliser les liens avec l'ensemble des communes de Mayenne Communauté.

10 - Marchés publics - Construction d'un centre aquatique - Lot 4 - Avenant 2 - autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 23/07/2015, la Communauté de Communes a confié à l'entreprise BARON le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 4 : Menuiseries extérieures - Serrurerie » pour un montant de 440 000,00 € HT.

Ce marché avait fait l'objet d'un précédent avenant. En effet, un palan avait été préconisé par la Maîtrise d'œuvre pour descendre des charges dans la trémie de la chaufferie. Une échelle à crinoline ayant également été prévue, ce palan n'était donc pas nécessaire, il avait été demandé de le supprimer.

A présent, notre contrôleur technique demande une rehausse du garde corps à son extrémité pour éviter le franchissement au droit de la zone PMR du gradin.

Ces modifications impliquent une plus-value de 4 723,00 € HT, portant le montant du marché de 440 000,00 € HT à 442 454,00 € HT. Le montant du marché augmente donc de 0,56% en cumulant les deux avenants.

La commission d'Appel d'Offres de la Communauté de Communes, réunie le 11 octobre 2016 à 17H00, a donné son avis favorable à la signature de l'avenant suivant :

LOT	Titulaire	Montant initial du marché	Montant de la plus ou moins-value	Nouveau montant du marché	% d'évolution
-----	-----------	---------------------------	-----------------------------------	---------------------------	---------------

			avenant 2		
Lot 4	BARON	440 000,00 € HT	+ 4 723,00 € HT	442 454,00 € HT	+ 0,56 %

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise BARON l'avenant N°2 au marché 15TRA02/4 « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 4 : Menuiseries extérieures - Serrurerie ».

11 - Marchés publics – Construction d'un centre aquatique - Lot 13 - Avenant 2 - autorisation de signature
Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 27/06/2015, la Communauté de Communes a confié à l'entreprise GROUPE FEE le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 13 : Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaires » pour un montant de 1 076 000,00 € HT.

Un avenant a été passé pour modifier le procédé de la chape du plancher chauffant suite à une demande du contrôleur technique compte tenu du risque élevé de fissures et d'infiltrations qu'impliquait le procédé initial.

Suite à une demande des maîtres nageurs, il a été demandé à présent de rajouter une douche dans leurs sanitaires jouxtant la halle bassin, pour pouvoir soigner un nageur blessé ou malade sans aller dans les sanitaires publics.

Par ailleurs, les réseaux des canalisations d'eaux usées n'ont pas été chiffrés sous la chaufferie suite à une erreur de plan et n'apparaît donc pas dans la Décomposition du Prix Global et forfaitaire.

Ces modifications entraînent une plus-value de 4 434,83 € HT, portant le montant du marché de 1 082 137,40 € HT à 1 086 572,23 € HT. Le montant du marché augmente donc de 0,98% en cumulant les deux avenants.

La commission d'Appel d'Offres de la Communauté de Communes, réunie le 11 octobre 2016 à 17H00, a donné son avis favorable à la signature de l'avenant suivant :

LOT	Titulaire	Montant initial du marché	Montant de la plus-value avenant 2	Nouveau montant du marché avec l'avenant 1	% d'évolution
Lot 13	GROUPE FEE	1 076 000,00 € HT	+ 4 434,83 € HT	1 086 572,23 € HT	0,98 %

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer avec l'entreprise GROUPE FEE l'avenant N°2 au marché 15TRA02/13 « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 13 : Chauffage - ventilation - plomberie - sanitaires ».

12 - Fondation du patrimoine
Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Le musée du château de Mayenne va être soutenu en 2017 par la Fondation du patrimoine qui s'attache à sauvegarder et à valoriser le patrimoine bâti, naturel, mobilier et immatériel. Dans le cadre de la restauration de plus de 1600 œuvres (gravures, coffres, tableaux, objets ethnographiques) dont certaines seront présentées dans la prochaine exposition temporaire du musée, Curiosités d'ici et d'ailleurs, une histoire de collections, un partenariat entre le musée et la fondation du patrimoine a été mis en place. Trois sources de financement, pour un montant compris entre 10 000 et 12 000 €, vont être sollicitées : le club des mécènes de la fondation, la fondation elle-même ainsi qu'une souscription publique lancée par la fondation du patrimoine. Cet apport important couvre environ 50% du montant total de ces restaurations.

Il est nécessaire que Mayenne Communauté adhère à la fondation du patrimoine pour bénéficier du financement proposé au musée. Cette adhésion est fixée à 1 000€ par an.

En outre, pour renforcer le partenariat entre Mayenne Communauté et la Fondation du patrimoine, il est important que la collectivité et la fondation signent une convention pour définir les modalités du partenariat et d'objectifs entre

les deux parties. Dans le cadre du « Label Fondation du patrimoine », Mayenne Communauté s'engagerait à prendre en charge 1 % du montant total des travaux labellisés par la délégation départementale de la Fondation du patrimoine, dans la limite de 1 000 € maximum par an.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président de Mayenne Communauté à adhérer à la Fondation du patrimoine et à signer la convention liant notre communauté de communes et la Fondation du patrimoine.

13 - Ressources Humaines - Mise en place d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents de catégorie A - Filière administrative

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. RAILLARD expose :

Par délibération en date du 25 février 2016, Mayenne Communauté a mis en place la prime de fonctions et de résultats pour les agents relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux (catégorie A) prévue par le décret 2008-1533 du 22 décembre 2008. La P.F.R. se substituait à l'indemnité forfaitaire pour heures supplémentaires et l'indemnité d'exercice des missions de préfectures qui étaient versées aux agents titulaires ou non titulaires du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Le décret 2014-513 du 20 mai 2014 a créé un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat (R.I.F.S.E.E.P) et abrogé en son article 7 - 5° la prime de fonctions et de résultats régie par le décret 2008-1533 à compter du 31 décembre 2015.

Le R.I.F.S.E.E.P a vocation à remplacer et à réduire le nombre de régimes indemnitaires existants dans les différentes filières et à s'appliquer à l'ensemble des fonctionnaires. Toutefois, en l'absence de la parution de certains textes, la Ministre de la fonction publique a indiqué qu'un délai raisonnable était accordé aux employeurs pour abroger leurs délibérations. Sauf nécessité réglementaire absolue comme la suppression de la P.F.R. pour les attachés territoriaux, il est proposé d'attendre la parution de l'ensemble des textes pour le mettre en œuvre pour les agents de Mayenne Communauté.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88,

Vu le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

Vu le décret 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014 susvisé,

Sous réserve de l'avis du Comité technique en date du 14 novembre 2016,

Le nouveau régime indemnitaire se compose de deux éléments :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise,
- Le complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat, il est proposé d'instaurer ce nouveau régime indemnitaire :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, relevant de la catégorie A, filière administrative bénéficiant d'un contrat à durée indéterminée ou d'un contrat à durée déterminée supérieur à un an au motif d'un recrutement sur vacance d'emploi.

1 - L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) :

L'indemnité repose sur des critères professionnels liés aux fonctions et à l'expérience professionnelle de l'agent.

Elle pose le principe d'une reconnaissance indemnitaire axée sur l'appartenance à un groupe de fonction qui détermine les niveaux de responsabilités, d'expertise ou de sujétions. Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières et degré d'exposition de certains types de poste au regard de son environnement extérieur ou de proximité.

• Détermination des groupes de fonctions

La circulaire ministérielle du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre de ce régime prévoit 4 groupes de fonctions pour les corps relevant de la catégorie A. Les groupes sont hiérarchisés, le groupe 1 étant réservé aux postes les plus lourds et exigeants.

Groupes de fonctions proposés pour les agents Mayenne Communauté,

Groupe de fonctions	Emplois	Grades
Groupe 1	Direction d'une collectivité (emploi fonctionnel)	Directeur Attaché principal Attaché
Groupe 2	Responsable de service	Attaché principal Attaché
Groupe 3	chargé de mission	Attaché

Modulation individuelle :

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes de fonctions définis et peut varier selon le niveau de responsabilité, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions. Elle est versée mensuellement sur la base du douzième du montant annuel attribué et est proratisée en fonction du temps de travail de l'agent.

L'autorité territoriale peut, au vu de la gravité des faits commis par un agent et des dysfonctionnements engendrés sur la bonne marche du service, réduire, suspendre ou supprimer la part indemnitaire liée aux fonctions exercées.

En cas d'absences momentanées des agents (maladie, maternité...), le sort des primes et indemnités suit les mêmes règles d'abattement que la rémunération principale.

Le montant perçu par chaque agent est fixé par arrêté individuel. Les montants versés à titre individuel s'inscriront dans les minima et maxima prévus par l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 et devront s'inscrire dans l'enveloppe budgétaire définie lors de l'établissement du budget.

Maintien du montant individuel lors de la mise en place de l'I.F.S.E. :

Lors de la première application des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014, le montant du régime indemnitaire perçu mensuellement liés à ses fonctions et à son grade, est conservé jusqu'à la date du prochain changement de fonction.

Réexamen du montant de l'I.F.S.E. :

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions,
- Au moins tous les ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
- En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Le principe de réexamen n'implique pas une revalorisation automatique.

2 - Le complément indemnitaire annuel

Le complément indemnitaire est facultatif. Il est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. L'appréciation de la valeur professionnelle se fonde sur l'entretien professionnel. La circulaire ministérielle du 5/12/2014 précise les éléments à apprécier. Son montant est compris entre 0 % et 100 % des plafonds annuels fixés par l'arrêté ministériel du 3 juin 2015.

Le complément fait l'objet d'un versement annuel, en une ou deux fractions et n'est pas reconductible d'une année sur l'autre. Il fait l'objet d'un arrêté individuel.

M. LESAIN : " Normalement, ce sujet devrait passer en CTP avant le passage en conseil communautaire mais vu les échéances et pour une application au 1^{er} janvier, il fallait passer la délibération maintenant."

M. DELAHAYE : "Je ne suis pas un spécialiste dans ce domaine. Il y a le risque d'avoir des éléments de contestation en CTP sur certains sujets et on va délibérer avant de les connaître. Ça ne m'empêchera pas de voter pour."

M. LESAINT : " Si jamais il y a un avis défavorable du comité technique, ça annulerait la délibération."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise la mise en place du nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans les conditions exposées ci-dessus à compter du 1er janvier 2017.

14 - Ressources humaines – DEJS – Modification de grade du poste d'agent de maintenance du centre aquatique

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. BOISSEAU expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu la délibération du conseil communautaire du 30 juin 2016 créant le poste d'agent de maîtrise d'agent de maintenance du centre aquatique,

Après l'avis du CTP en date du 20 juin 2016 et sous réserve de l'avis du comité technique du 14 novembre 2016, Considérant le choix du jury de recrutement et les besoins en personnel sur le fonctionnement technique de l'équipement,

M. BRODIN : " J'aime bien avoir une vue globale."

M. BRODIN : " On va en parler prochainement en bureau."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, transforme le poste créé d'agent de maîtrise à temps complet en un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps complet à compter du 1er décembre 2016.

Afin de mettre à jour le tableau des effectifs, il convient de supprimer le poste d'agent de maîtrise. Les dépenses sont inscrites au chapitre 012.

15 - Ressources humaines – Direction Générale – Service Mission économique – Création d'un poste de chargé de Mission Leader

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la disparition du groupement d'intérêt public du Pays de la Haute Mayenne et la volonté de Mayenne Communauté de piloter le contrat Leader pour le compte des E.P.C.I. du Nord Mayenne,

Sous réserve de l'avis du CTP en date du 14 novembre 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de chargé de mission Leader à temps complet à compter du 1er janvier 2017. Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A de la filière administrative.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le traitement sera calculé par référence à au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des attachés territoriaux.

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 36 000 euros.

16 - Ressources humaines – DAC – Création d'un chargé de mission Croq' les Mots, Marmot

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. LE SCORNET expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la disparition du groupement d'intérêt public du Pays de la Haute Mayenne et la volonté de Mayenne Communauté de piloter le projet Croq'les Mots Marlot à l'échelle Du territoire du nord du département,

Sous réserve de l'avis du CTP en date du 14 novembre 2016,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de chargé de mission Croq'les Mots Marmots à temps complet à compter du 1er janvier 2017. Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A de la filière administrative.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Le traitement sera calculé par référence par référence à au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des attachés territoriaux

Les dépenses sont à inscrire au chapitre 012 à hauteur de 36 000 euros.

17 - Ressources humaines – DAME – Création d'un poste d'adjoint technique à pourvoir par voie contractuelle – Ambassadeur de prévention

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

Mme MORIN expose :

Après avis du CTP en date du 19 septembre 2016,

Considérant la contractualisation de Mayenne Communauté avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie sur un programme ambitieux d'actions autour du gaspillage alimentaire et du compostage collectif,

Considérant le soutien financier de l'ADEME à hauteur de 80 % pour le poste d'agent prévention en charge de l'animation de ce programme (financements uniquement possibles sur des postes d'agents contractuels),

Considérant la nécessité de bâtir le plan d'actions et de mener les premières opérations,
un agent a été recruté pour une durée de 6 mois.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, ouvre un poste pour la durée restante du programme (soit 2,5 années). Il s'agit d'un poste d'agent technique à temps complet.

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012.

18 - Economie - Locaux de Martigné - Crédit bail immobilier avec Imprimerie Solidaire

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 novembre 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Mayenne Communauté est propriétaire d'un bâtiment d'activité situé rue Belatrix à Martigné. La propriété est composée des parcelles cadastrées C 910,1420, 1422, 1423, 1680, 1681, 1684 représentant une superficie de terrain de 21 817 m². Le bâti est, lui, de 7720m².

L'Imprimerie Solidaire en est locataire depuis 3 ans. Cette société emploie 45 personnes environ. Il s'agit d'une entreprise adaptée permettant l'emploi de personnes en situation de handicap.

Le bâtiment est dans un état qui nécessite une rénovation et des investissements lourds (toiture, chauffage, bardage...). Son dirigeant, Monsieur Valli, souhaite rénover ses locaux afin d'offrir aux salariés de meilleures conditions de travail mais aussi développer ce site pour y accueillir ses clients.

M. CHOUZY : « On a acheté ce bâtiment 1,8 millions d'euros en 2007. Je n'aime pas servir de banquier à cette

société. Pourquoi n'a-t-elle pas fait un crédit-bail auprès d'une banque . »

M. TRANCHEVENT : « Sur le premier point, effectivement on a acheté le bâtiment 1,8 millions d'euros. Peut être était-il cher mais c'était l'estimation d'expertise. »

M. CHOUZY : « Pendant un certain temps, il n'a pas payé ses loyers. »

M. SOUTIF : « Entre 2010 et 2016, il y a eu 429 033 euros de loyers perçus. Il y a eu deux impayés de 9 973 euros et 9 931 euros. Il y a quand même une recette substantielle. »

M. le Président : « Il est vrai que cette entreprise nous a fait beaucoup de chantage. S'ils avaient pu, il seraient allés à l'étranger mais le conventionnement pour le travail pour les handicapés est forcément sur le département. Pendant des années, on a quand même eu des gens à travailler. »

M. TRANCHEVENT : « C'est vrai qu'il a utilisé notre collectivité comme banquier. On vous propose d'accepter cette proposition au regard des emplois qui sont maintenus et des investissements qui vont être faits. Ce n'est pas neutre d'avoir un investissement de 600 000 euros sur notre territoire. »

M. HEURTEBIZE : « Est-ce qu'on aura un droit de regard sur les travaux effectifs ? »

M. le Président : « Non car il les finance lui même. Mais il n'a pas le choix car ce sont les services de l'État qui demandent la mise en conformité du bâtiment. »

M. HEURTEBIZE : « Sur la délibération, le prix d'achat est conséquent et c'est de l'argent public. Ça fait mal de revendre un bien moitié prix. »

M. SONNET : « Il faut rappeler le contexte. Quand on a acheté ce bien en 2009, on a sauvé 90 emplois et là avec Edipro on recrée 50 emplois. C'est donc 140 emplois sur la commune de Martigné. »

M. BRODIN : « Pour l'avenir, s'il ne paie pas, il ne deviendra pas propriétaire à terme ? Soyons clair sur l'avenir car on ne peut pas refaire le passé. »

M. TRANCHEVENT : « On a pris des garanties juridiques. Mais je veux faire une différence entre les impayés de l'Imprimerie Solidaire et la reprise de l'entreprise avec M. Valli et la caution qu'il engage qui n'est pas la même. Maintenant, on n'est pas à l'abri de difficultés donc on se protège juridiquement. La proposition qu'on vous fait est motivée par un intérêt général. Je suis assez fier de ce qu'on a fait collectivement car on a sauvé des emplois et c'est important pour notre bassin de vie. »

M. DELAHAYE : « On s'aperçoit qu'on a des terrains et des bâtiments qui n'ont plus de prix. Je comprends l'enjeu derrière cette vente. On ne peut pas toujours être mis sous pression et tout accepter. C'est de l'argent public. »

M. TRANCHEVENT : « Je rappelle que l'estimation d'expertise est aujourd'hui à 580 000 euros. Notre territoire est attractif, il faut le dire. On a trois gros projets qui sont en train de naître. Évidemment que les gens négocient le terrain. »

M. le Président : « Avant toute vente, on demande à l'acheteur de préciser son projet. Si c'est pour faire du stockage ou créer de l'emploi, c'est tout à fait différent. »

M. TRANCHEVENT : « Les gens qui viennent chez nous savent être guidés par nos équipes. Tous nos terrains à Mayenne Communauté ne sont pas au même prix et tout est négociable. »

M. VALPREMIT : « Je comprends la position de M. Chouzy. Mais on peut être sûr avec M. Valli que s'il investit de l'argent quelque part ce n'est pas pour licencier après. »

M. BRODIN : « Je comprends mais il faut quand même se garantir au niveau juridique. »

Après délibération, le conseil de communauté, à la majorité (MM. CHOUZY, HEURTEBIZE et DELAHAYE s'étant abstenus) :

- conclu un crédit bail immobilier entre Mayenne Communauté et Imprimerie Solidaire

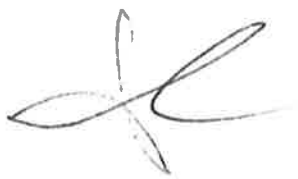
- autorise le Vice-Président en charge de l'économie à signer celui-ci aux conditions principales suivantes :

- * **prix du bien : 500 000 € HT**
- * **début du contrat le 4 novembre 2016**
- * **durée du contrat : 83 mois**
- * **montants de loyers HT : 5824,59 € HT**
- * **valeur résiduelle : 5824,95 € HT** (les loyers perçus depuis le 16 août 2016, date de fin de la période triennale du bail, seront déduits de la somme totale à payer)
- * **taxes foncières à la charge d'Imprimerie Solidaire**
- * **droit d'enregistrements et frais divers à la charge d'Imprimerie Solidaire.**

L'entreprise EARTA reste dans les locaux et devient locataire de l'Imprimerie Solidaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 40

Vu, le Secrétaire,
Jean-Claude LAVANDIER



Vu, le Président
Michel ANGOT



